Colère sociale : le budget de la Sécurité Sociale doit répondre aux besoins de santé et d'autonomie !

Les lycéen·nes ont donné le « La ». La colère latente est descendue dans la rue ! Comme les lycées, le service public de santé est victime des économies budgétaires. Les hôpitaux sont encore mis au pain sec, alors que les canicules de cet été ont montré l'urgence d'investir pour adapter les locaux au changement climatique et que les restructurations avec suppressions de lits et fermeture de services de proximité se multiplient. L'ensemble du secteur de l'autonomie crie au secours : rien ne permet de préparer l'augmentation du nombre des personnes du 4ème âge.

La situation sociale génère de plus en plus d'angoisse et de mal être dans la population et notamment chez les jeunes mais le secteur de la Psychiatrie, en souffrance, ne permet pas l'écoute et la prise en charge nécessaires pour y répondre.

Toujours pas de régulation de l'installation des médecins, pas de projet de service public territorial de soins de premier recours. La propagande gouvernementale vante le nombre de docteurs juniors qui vont intervenir à partir de ce début novembre, passant sous silence le nombre de médecins qui partent à la retraite chaque année !

Les décrets de cet été ont préparé de nouvelles augmentations des cotisations des complémentaires santé avec les transferts qui leur sont imposés, tandis qu'elles restent surtaxées. C'est en fait un moyen de faire financer la Sécurité Sociale par la population sans le dire. Les dépassements d'honoraires continuent à croître, sans la moindre mesure permettant leur réduction. Et il faudrait diminuer les dépenses de la Sécurité Sociale, celles des arrêts de travail, sans chercher les causes de leur augmentation dans les conditions de travail, celles des transports sanitaires, alors qu'il faut toujours aller plus loin pour être soigné !

En voulant donner plus de place aux complémentaires, alors qu'il faudrait aller vers une prise en charge de la prévention, des soins et de l'autonomie à 100 % par la Sécurité Sociale, c'est notre modèle de protection sociale que le gouvernement met en cause. C'est abandonner le principe fondateur de 1945, « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ». C'est la fin de la solidarité.

C'est contre ces choix politiques que la population se rebelle. La santé est avec le pouvoir d'achat la principale préoccupation de la population. Ce n'est pas la répression qui est nécessaire, c'est la réponse aux questions posées. La dette n'est pas une réponse, quand 211 milliards d'aides sont attribuées aux entreprises sans transparence ni contreparties ou quand TotalEnergie affiche un bénéfice net en hausse de 124 % sur un an au troisième trimestre : 8,3 milliards de dollars.

La Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité et les associations locales poursuit sa mobilisation pour que le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale réponde aux besoins, sans discriminations, et appelle à participer à toutes les actions allant en ce sens et en particulier aux manifestations du 5 novembre à l'appel des organisations syndicales CFDT, CGT, FO, FSU et UNSA.

2 Novembre 2026